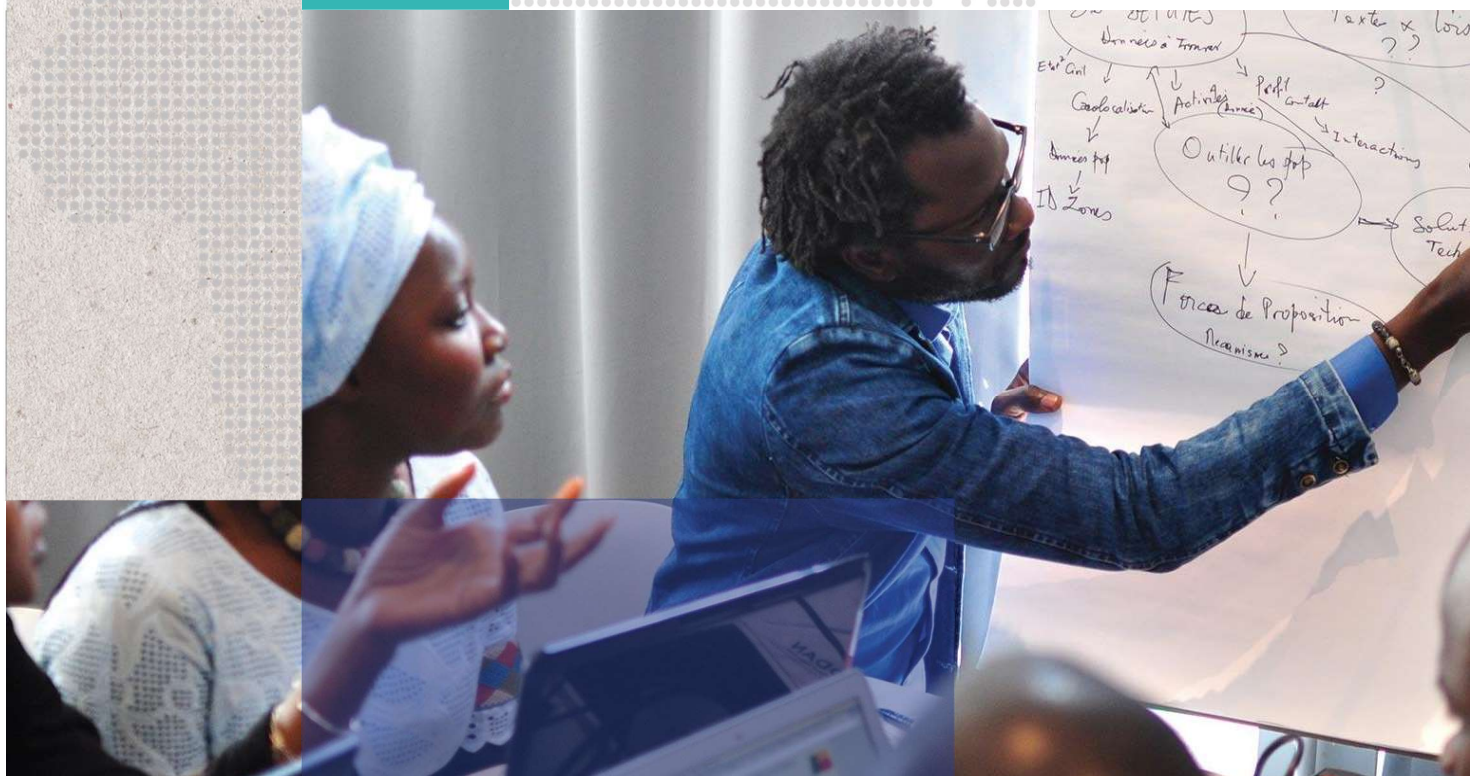


COLLECTION **APPRENTISSAGES**



Fiche de capitalisation du projet

**PROGRAMME D'APPUI AUX
GOUVERNEMENTS OUVERTS
FRANCOPHONES (PAGOF)**

Décembre 2023

Code projet :
17GDH0C075
21GDH0C121

Informations clé sur le projet

Projet	Programme d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF)
Code projet	17GDH0C075 (PAGOF 1), 21GDH0C121 (PAGOF 2)
Département	GOUV
Pôle	MGDH (Migrations, Genre et Droit Humains)
Contacts de l'équipe projet	- Jérôme BAPTISTE (CP) : jerome.baptiste@expertisefrance.fr - Nicole NKOA (CdP régionale) : nicole.nkoa@expertisefrance.fr - Cédric TAPSOBA (Burkina Faso) : cedric.tapsoba@expertisefrance.fr - Asma SABRI (Tunisie) : pagof.tn@gmail.com - Edmond MBIA (RCI) : edmond.mbia@expertisefrance.fr - Zineb MAHREZ (Maroc) : zineb.mahrez@expertisefrance.fr - Paul CORREA (Sénégal) : paul.correa@expertisefrance.fr - Claude ADJEHI (Communication) : clauda.adjehi@expertisefrance.fr
Date de début et de fin	10/2017 – 05/22 (PAGOF 1), 06/22 – 10/2025 (PAGOF 2)
Pays/ zone cible	Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Tunisie (PAGOF 1) + Maroc, Sénégal (PAGOF 2) 
Bailleur(s)	Agence Française de Développement (AFD) 
Budget	5 M € dont 3,5 M € (PAGOF 1) et 1,5 M € (Trust Fund), 6 M € (PAGOF 2)
Bénéficiaires directs	• Les administrations, la société civile et les médias des pays bénéficiaires
Partenaires de mise en œuvre	• CFI (Canal France International) • Open Government Partnership - OGP (Afrique/Moyen-Orient) 

Résumé du projet

Lancé en octobre 2017 par Expertise France et Canal France International (CFI), le Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF) s'inscrit dans le cadre de l'initiative multilatérale du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO, dit Open Gov Partnership ou OGP en anglais) initiée en 2011 par huit pays fondateurs, sous l'impulsion des États-Unis, dans l'objectif de promouvoir une gouvernance transparente, participative, inclusive.

Ce projet visait à accompagner spécifiquement les administrations et la société civile (dont les médias) des pays francophones dans leur réforme de gouvernement ouvert pour promouvoir la redevabilité, l'accès à l'information et la participation citoyenne dans la construction et le suivi de l'action publique. La première phase a ciblé en priorité les 3 pays déjà membres du PGO en 2017, à savoir la Tunisie, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, tandis que le PAGOF 2 a permis d'intégrer 2 nouveaux pays à savoir le Maroc et le Sénégal à partir de 2022.

Deux axes d'intervention ont été prioritaires pour chaque pays :

- le premier axe se concentrait sur des activités de sensibilisation aux principes de gouvernement ouvert et principes méthodologiques liés au PGO ;
- le second axe s'attachait à appuyer la mise en œuvre technique des Engagements pris par chaque pays dans le cadre de leur Plan d'Action National (PAN).

Un volet régional visait également à valoriser et partager les bonnes pratiques et expériences réussies du gouvernement ouvert, à sensibiliser et créer une dynamique vers les autres pays d'Afrique francophone dans leur démarche d'adhésion au PGO.

1. Présentation du projet

1.1. Contexte et justification du projet

Inauguré en septembre 2011 par huit pays fondateurs (Brésil, Indonésie, Mexique, Norvège, Philippines, Afrique du Sud, Royaume-Uni et États-Unis), le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert¹ (Open Government Partnership - OGP) est une initiative multilatérale qui compte aujourd'hui 78 États membres, 20 collectivités locales ainsi que 1 000 organisations de la société civile. Le Partenariat s'attache, au niveau international, à promouvoir la transparence de l'action publique et la gouvernance ouverte via l'ouverture des données, à renforcer l'intégrité publique et combattre la corruption, à promouvoir la participation des citoyens à l'élaboration des politiques publiques, et à exploiter les nouvelles technologies et le numérique pour renforcer la gouvernance publique, améliorer l'innovation et stimuler le progrès. Au niveau national, il contribue dans chaque pays membre à nourrir le dialogue entre l'État et la société civile, grâce à l'élaboration de « Plans d'action nationaux » qui comportent une série d'engagements et visent à faire progresser la transparence, la participation citoyenne et la modernisation de l'action publique.

Si le nombre des pays d'Afrique francophone membres du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) restait encore relativement peu important en 2021 (6 des 14 pays africains membres), ce nombre n'a cessé d'augmenter ces dernières années comme le montrent les dernières adhésions en Afrique qui sont principalement des pays francophones (Sénégal, Maroc, Seychelles, Burkina Faso et Côte d'Ivoire). L'adhésion au PGO constitue une reconnaissance des efforts de ces pays dans le développement des principes fondamentaux du gouvernement ouvert que sont la transparence, la participation citoyenne, la collaboration et la redevabilité. La multiplication des Plans d'Action Nationaux et de leurs Engagements dans ces pays concrétisent et matérialisent cette dynamique d'ouverture du gouvernement.

Devenue co-présidente du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert en septembre 2016, la France s'est engagée à soutenir la transparence de l'action publique au niveau international en proposant un soutien aux pays francophones dans la mise en œuvre de leur plan d'action, dont notamment la Tunisie, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire grâce au projet PAGOF 1 qui a débuté en octobre 2017 pour se terminer fin 2021. Une deuxième phase du projet a démarré début 2022 afin de prolonger l'appui apporté à ces trois premiers pays et d'y incorporer le Sénégal et le Maroc, pays devenus membre du PGO en 2018.

1.2. Logique d'intervention

L'objectif général du PAGOF était de soutenir et d'accompagner les administrations, la société civile et les médias des pays bénéficiaires dans la réalisation de leurs engagements en lien avec le gouvernement ouvert afin de respecter les principes du PGO que sont la transparence de l'action publique et l'accès aux données, l'intégrité de l'action publique et des agents publics et l'utilisation des nouvelles technologies en faveur de l'ouverture et de la redevabilité.

Plus spécifiquement, le projet visait dans chaque pays ciblé à :

- Sensibiliser aux principes de gouvernement ouvert et principes méthodologiques liés au PGO afin de diffuser la culture du Gouvernement ouvert au niveau national et local et au sein d'un nombre d'acteurs élargi ;
- Appuyer la mise en œuvre technique des Engagements pris par chaque pays dans le cadre de leur Plan d'Action National (PAN).

Un volet régional visait également à valoriser et partager les bonnes pratiques et expériences réussies de plusieurs pays d'Afrique francophone dans la mise en place de mécanismes et d'outils de gouvernement ouvert dans l'optique de consolider une dynamique et un effet d'entraînement de ces pays vers le PGO.

¹ L'OCDE définit le gouvernement ouvert comme « une culture de gouvernance qui promeut les principes de transparence, d'intégrité, de redevabilité et de participation des parties prenantes, au service de la démocratie et de la croissance inclusive.

2. Résultats atteints

TUNISIE

Principaux effets constatés

En Tunisie, premier pays d'Afrique francophone à avoir rejoint le PGO, le PAGOF a joué un rôle de catalyseur des efforts de construction du gouvernement ouvert. Le projet a accompagné la mise en œuvre des 3 PAN (2ème PAN 2016-2018, 3ème PAN 2018-2020 et 4ème PAN 2020-2023) en assurant leur visibilité auprès des populations au niveau national et local, et a permis le renforcement des capacités des membres du Comité technique du PGO. Des journalistes ont également été formés en datajournalisme et au fact-checking. Le programme a en outre consolidé les engagements techniques pris dans le cadre des différents PAN notamment dans le domaine de l'accès à l'information et de l'open data (ouverture du cadre législatif des données et open data dans le domaine des transports).

Résultats attendus	Produits et réalisations clé
R1.1 - Renforcement des capacités des médias et journalistes	• 3 ateliers de formations aux techniques du datajournalisme (13 pers) • 4 enquêtes de datajournalisme produites et publiées • 1 formation au datajournalisme et au fact checking (12 journalistes) • 1 formation sur l'accès à l'information pour les futurs journalistes de l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information (IPSI) : les étudiants en communication, information et master journalisme d'investigation (19 pers) • 2 Hackathons-ateliers de valorisation de l'utilisation de la plateforme HiwarTounsi (40 pers) • 2 ateliers de valorisation des données (40 pers)
R1.2 - Sensibilisation des acteurs sur les principes du gouvernement ouvert	• 3 ateliers d'appui à la co-construction du PAN 3 et à la sensibilisation des OSC locales dans 3 régions (100 pers) • Soutien à l'organisation de 11 consultations publiques sur le PAN 3 dans 11 communes (308 pers) • Elaboration d'1 guide FR/AR « Mettre en place les principes du gouvernement ouvert au sein des municipalités tunisiennes » et campagne de communication • 3 ateliers de sensibilisation sur l'open-gov au niveau local (sur la base du Guide) dans 3 régions (70 pers) • 5 ateliers en région sur la communication et promotion du 3ème PAN (200 pers) • Traduction arabe et diffusion de 3 vidéos sur les principes du gouvernement ouvert • 1 formation du Comité Technique PGO sur le suivi, l'évaluation des Engagements, la coordination et le leadership (20 pers)
R2.1 - Renforcer le droit d'accès à l'information - DAI (ENG 1 PAN 3)	• 1 formation des chargés d'accès à l'information au niveau local sur les droits et devoirs en matière d'accès aux informations et documents administratifs (18 pers) • 2 formations de journalistes et des OSC sur la loi d'accès à l'information (16 journalistes et 20 pers pour les OSC) • 1 inventaire des documents administratifs les plus demandés par les citoyens pour identifier les domaines prioritaires et faciliter les demandes d'ouverture • 1 atelier de soutien à l'INAI – l'Institut National Accès à l'Information - sur l'évaluation du droit d'accès à l'information en Tunisie en lien avec les ODD (17 pers et 1 liste d'indicateur)
R2.2 - Instaurer le cadre juridique et organisationnel facilitant l'ouverture des données publiques (ENG 2 PAN 3)	• Soutien à la mise en place d'un réseau de responsable "Open Data" au niveau des ministères "chief data officer" : 1 formation (25 pers), échanges entre pairs avec Ministère de l'Economie et des finances français, visite d'étude en France (12 pers) • 1 inventaire des données administratives les plus demandés par les citoyens pour identifier les domaines prioritaires et faciliter les demandes d'ouverture • 1 formation de sensibilisation à l'open data dans les ministères cibles (14 ministères ciblés, 30 pers) • Elaboration d'1 guide pour l'ouverture de données à destination des ministères (FR et AR)
R2.3 - Renforcer l'accès à l'information géographique et à l'ouverture des données de transport (ENG 3 et 4 PAN 3)	• 2 formations open data transport « statique » et « temps réel » (Ministère transport et OSC, 50 pers) • Rencontre de l'écosystème français sur les données ouvertes dans le transport (visite d'étude à Paris, 12 pers) • 3 Formations à l'Open Data « données géolocalisées et analyse géospatiale » pour le CNCT- Centre National de la Cartographie et de la Télédétection, Ministère des transports et OSC (75 pers) • 3 Formations à l'ouverture et l'extraction des données géolocalisées et sur la mise en place de Système d'Information géographique-SIG (OSC au niveau local, communes, 49 pers)

Principaux effets constatés

Le Burkina Faso est le pays qui a connu le démarrage le plus lent (notamment pollué par des questions financières et logistiques) et le dialogue le plus difficile dans le cadre du PAGOF, tout cela dans un contexte politique et sécuritaire complexe. Le projet a quand même réussi à jouer un rôle de premier plan dans le développement du gouvernement ouvert et du PGO dans le pays. Il a accompagné la mise en oeuvre des 3 PAN (1er PAN 2017-2019, 2ème PAN 2019-2021 et 3ème PAN 2021-2023) en assurant leur visibilité auprès des populations au niveau national et local, et a permis le renforcement des capacités des membres du Comité technique du PGO et des réseaux de la société civile (y compris les médias). Des journalistes ont également été formés au datajournalisme et au fact-checking. Le PAGOF a par ailleurs soutenu la réalisation technique de certains engagements pris dans le cadre des différents PAN notamment au niveau local dans la lutte contre l'incivisme fiscal et la promotion de la transparence budgétaire, la lutte contre le racket et la corruption dans plusieurs domaines (santé, état civil) ou l'ouverture des données au niveau plus global. Les actions ont été parfois moins pérennes dans certains domaines (santé et open data) car dépendant d'une volonté politique qui parfois n'existait plus d'un PAN à l'autre.

La crise politique récente (coup d'Etat) et la dégradation progressive du contexte sécuritaire oblige à la plus grande prudence en matière de développement du gouvernement ouvert dans les années à venir car les conditions d'ouverture sont loin d'être optimales. Les priorités politiques sont centrées sur la lutte contre l'insécurité et ne laissent que peu de place aux concepts du PGO et à un portage politique et une visibilité déjà assez faible.

Résultats attendus	Produits et réalisations clé
R1.1 - Renforcement des capacités des médias et journalistes	• 3 formations pour un réseau de journalistes d'investigation (14 pers) • 4 enquêtes d'investigation élaborées • 1 formation de journalistes d'investigation aux fondamentaux du data journalisme et du fact-checking (19 pers)
R1.2 - Sensibilisation des acteurs sur les principes du gouvernement ouvert et sur le PAN (ENG 11 PAN 2)	• 1 formation aux méthodes et moyens de communiquer avec les médias pour l'administration et les OSC (20 pers) • Réalisation et traduction en langue locale d'une vidéo de communication et sensibilisation sur le gouvernement ouvert • 13 Sensibilisations dans les régions sollicitées pour communiquer sur le PAN 2 (391 pers) • Production et diffusion d'outils de communication sur le PAN 2 • 1 conférence de presse sur le lancement du PAN 2 et sur le PGO (83 pers) • Vulgarisation gouvernement ouvert via la diffusion de spot sur des radios de proximités et /ou radio nationale (3 langues locales Diaoula, Fulfuldé et Mooré : 36 Communiqués sur 13 radios, 13 émissions radios dans 13 régions, 7 spots télé) • 1 cérémonie officielle de remise des livrables du projet (57 pers)
R1.3 - Renforcement des capacités des OSC et de l'administration sur les méthodologies du PGO	• 2 formations des membres du Comité Technique PGO au suivi et à l'auto-évaluation du PAN (OSC + administration : 17 pers) • 1 atelier de renforcement de capacités pour répondre à l'appel à projet Trust Fund Banque Mondiale (14 pers, 1 proposition soumise et acceptée - 60.000 Dollars US) • 2 formations de facilitateurs sur la co-construction du PAN 2 et 3 (40 pers) • 2 déploiements consultations publiques en régions pour la co-construction du PAN 2 et 3 (13 consultations en 2019 et 13 en 2021) (544 pers en 2019 et 605 en 2021) • Création d'1 plateforme numérique de consultation publique • 1 atelier pour le Comité Technique PGO de mise en place d'un système de suivi-évaluation de la conduite des engagements du PAN2 (20 pers) • Création d'un dispositif numérique de suivi des Engagements des PAN • 1 formation du CT-PGO à l'administration du dispositif numérique et suivi du PAN (7 pers)
R2.1 - Open Data : Collecter et publier les données produites dans les ministères et institutions publiques sous format ouvert et accessible par tous - (ENG 11 PAN 1)	• 2 ateliers de création de « data squads » pour délivrer les formations open data (37 pers issues de 9 OSC et 10 ministères) • 2 formations de formateurs à l'ouverture des données et à leur publication (37 pers) • 2 ateliers d'extraction, de traitement et de publication des données (37 pers) • Publication de jeux de données (35 jeux de données) • 1 Hackathon sur l'utilisation des données ouvertes au service de la promotion des droits des personnes handicapées au Burkina Faso (30 pers) • 1 plateforme de données et d'information sur le handicap créé au profit Secrétariat Permanent Multisectoriel pour le handicap
R2.2 - Instaurer le cadre juridique et organisationnel facilitant l'ouverture des données publiques des communes (ENG 13 PAN 1 et ENG 2 PAN 3)	• 1 atelier sur l'harmonisation de la publication des documents budgétaires à destination de l'administration (20 pers) • 5 ateliers sur la participation citoyenne dans la gestion budgétaire (101 pers) • Elaboration d'1 guide sur la publication et la communication des données budgétaires des collectivités territoriales vers le citoyen • 1 atelier de partage et validation du guide sur la publication et la communication des données budgétaires des collectivités territoriales vers le citoyen (8 pers) • 12 formations des élus et des agents des communes sur la communication des données budgétaires et éléments de langage sur le civisme fiscal communes (180 pers) • 12 ateliers de sensibilisation des OSC et de la population sur la compréhension des données budgétaires et éléments de langage sur le civisme fiscal (223 pers des OSC et Médias dans 12 communes) • Appui à la création d'1 appli mobil et plateforme web pour la diffusion du budget des

	communes
R2.3 - Accès à l'information et lutte contre la corruption dans le secteur de la santé (ENG 7 PAN 1)	• 1 étude sur la typologie des services de santé et des procédures administratives et actes communaux disponibles au Burkina Faso • Elaboration de 3 guides pratiques sur la transparence des actes de santé délivrés au citoyen et l'accès aux services de santé (niveau CSPS & CMA, CHU-YO et CHU-CDG : 58 procédures ouvertes) • 3 Affiches sur les actes de santé délivrés au citoyen 1 application mobil créé sur la base des résultats de l'étude sur la typologie
R2.4 - Soutien à la mise en place un dispositif d'enregistrement et de traitement des plaintes au sein des départements ministériels (ENG 5 PAN 1)	• 1 visite d'Etude au Maroc pour appréhender la gestion d'un dispositif d'enregistrement et de traitement des plaintes (7 pers) 2 nouvelles fonctionnalités ajoutées à la plateforme burkinabé (observations et réclamations contre plaintes seulement initialement)
R2.5 - Moderniser le système d'état civil et lutter contre le racket et la corruption dans les communes (ENG 5 PAN 2)	• Etude sur la typologie des actes délivrés par les services d'état civil des communes du Burkina Faso • Elaboration d'1 guide et d'affiches des actes des services publics municipaux à destination des citoyens burkinabè (15 actes d'état civil et 11 actes administratifs)

Principaux effets constatés

La Côte d'Ivoire est certainement le pays partenaire du PAGOF qui a évolué le plus positivement eu égard au PGO et au gouvernement ouvert pendant toute la durée du projet. Le pays venait tout juste d'adhérer au PGO (2016) lors du démarrage du projet et les premières années du projet ont donc surtout été marquées par une appropriation des règles et méthodologies du PGO et la sensibilisation des premiers partenaires du PGO en RCI aux concepts du gouvernement ouvert (le Comité Technique notamment). Des actions pérennes ont pu être engagées sur la sensibilisation croissante du nombre d'acteurs, dont les journalistes notamment, sur la structuration de la société civile et sa montée en compétence autour des thèmes majeurs du PGO. Le projet a également accompagné la mise en oeuvre de 2 PAN (2ème PAN 2018-2020 et 3ème PAN 2020-2022 et co-construction du 3ème et 4ème PAN) en assurant leur visibilité auprès des populations au niveau national et local, et en soutenant les engagements techniques pris dans ces 2 PAN dans les secteurs de l'open data, de la participation citoyenne dans les budgets communaux, de la transparence des actes des communes et de la lutte contre la corruption.

Force est de constater que la concentration des actions sur 3 thèmes principaux et la continuité de celles-ci tout au long du projet ont permis une action en profondeur, une appropriation majeure et une pérennité de l'action du PAGOF. Le dialogue simple, constructif et fluide avec les partenaires de l'administration et des OSC a largement contribué au succès du projet dans ce pays.

Résultats attendus	Produits et réalisations clé
R1.1 - Renforcement des capacités des médias et journalistes	• 1 formation en journalisme d'investigation et au datajournalisme et production d'enquêtes (12 pers) avec 9 productions d'enquêtes et 7 publications • 1 formation au journalisme d'investigation (24 pers)
R1.2 - Sensibilisation des acteurs sur les principes du gouvernement ouvert et sur le PAN	• Une formation de formateurs sur la co-élaboration du PAN 2 et les consultations publiques (14 pers) • Déploiement des formations en régions avec les formateurs formés (150 pers) • Création d'une plateforme numérique de consultation publique pour le PAN 3 • Une formation à l'administration de la plateforme (15 pers) • Refonte du site internet PGO-CI de l'administration • 1 atelier d'évaluation citoyenne des engagements proposés par le gouvernement • 7 ateliers de retex sur les PAN 2 et 3 et sur la sensibilisation PGO vers les communes sollicitées lors de l'élaboration (150 pers) • Conférence ministérielle et de presse sur le PAN 2 (80 pers) • 6 formations de sensibilisation sur les principes du PGO (90 pers) • 60 spots (sur 3 radios locales et nationales), 11 articles de presse (dans 11 journaux) pour vulgariser le GO, 40 spots télé et 3 vidéos de sensibilisation sur le GO • 3 formations aux méthodes et moyens de communiquer avec les médias pour l'administration (14 pers) et les OSC (20 pers)
R1.3 - Structuration et renforcement de la société civile en autour des principes du gouvernement ouvert	• 1 formation (PSCI-PGO) à la conduite du suivi-évaluation du PAN 2 (15 pers) • Création d'1 site internet PSCI-PGO et 1ère alimentation • Création de 4 groupes thématiques (GT) au sein de la PSCI-PGO • 7 formations de renforcement des capacités des 4 GT (52 pers) • 3 ateliers d'appui aux réunions de réflexion des GT de la PSCI-PGO (36 pers) • 16 policy brief – notes politique élaborés sur 4 grands thèmes des GT • 3 ateliers de renforcement de capacités des membres des GT sur les techniques de plaidoyer et de lobbying (39 pers)
R2.1 - Développer et renforcer les capacités dans les données publiques ouvertes (ENG 9 PAN 2)	• 3 formations d'initiation à l'Open Data (68 pers) • Une formation de renforcement des capacités sur l'open data dans le domaine budgétaire, vulgarisation des données et communication (20 pers) • Amélioration de la plateforme open data du CIGC pour une meilleure performance • Une formation du CIGC à la nouvelle plateforme (7 pers) • Une formation à l'Open data à destination du CIGC et de 13 ministères (25 pers) • 1 atelier de publication de jeux de données à destination du CIGC et de 13 ministères
R2.2 - Promouvoir la démocratie participative dans les collectivités : budget participatif (ENG 6 PAN 2 et ENG 1 PAN 3)	• 2 formations de formateurs (binôme OSC/admin) sur les méthodes du budget citoyen pour déployer les formations dans 10 communes pilotes (30 formateurs formés) • Déploiement des formations (10) dans 10 communes pilotes pour les élus, agents des communes sur le budget participatif (327 élus et 321 agents formés) • Déploiement des ateliers d'éducation populaire (10) au budget participatif dans 10 communes pilotes (493 leaders d'OSC formés et 2 494 participants citoyens aux fora) • Communication sur l'expérience PAGOF-Budget participatif lors de la Conférence ODP à Abidjan (2021)
R2.3 - Lutter contre la corruption et le racket dans les collectivités ivoiriennes (ENG 7 PAN 2)	• Elaboration d'1 guide et de 10 Affiches des actes des services publics municipaux à destination des citoyens ivoiriens • Atelier de sensibilisation politique et restitution du recueil des typologies d'actes de services publics communaux (23 pers) • 10 ateliers de sensibilisation et formation des agents publics locaux, élus et société civile sur la lutte contre le racket sur la base de la diffusion du guide (311 pers)

VOLET RÉGIONAL

Principaux effets constatés

Le volet régional a surtout été caractérisé par le séminaire régional PAGOF qui est devenu un événement structurant et essentiel du projet PAGOF. Au-delà, il a réussi à s'imposer comme un rendez-vous annuel fondamental pour l'ensemble de la communauté francophone d'Afrique qui œuvre dans le domaine du gouvernement ouvert. Le nombre de pays ayant participé aux séminaires s'est accru au fil des ans passant, en 2022, à 17 pays. La rencontre entre la société civile et l'administration, que ce soit au sein d'un même pays ou de manière transnationale, a permis de créer un réseau de praticiens du gouvernement ouvert dans tous les pays présents et un dynamique vers l'adhésion au Gouvernement ouvert et au PGO notamment.

Résultats attendus	Produits et réalisations clé
R1.1 - Séminaires, conférences, échanges entre pairs des bonnes pratiques du gouvernement ouvert	- Organisation des séminaires régionaux PAGOF avec les pays d'Afrique francophone : 1er séminaire régional PAGOF, Tunis 2018 (180 personnes des administrations et des organisations de la société civile de 15 pays d'Afrique francophone) 2ème séminaire régional PAGOF, Abidjan 2019 (plus de 120 personnes issues de la société civile (dont les médias) et de l'administration de 16 pays d'Afrique francophone) 1 webinaire en 2020 (pendant la crise Covid) sur les initiatives concrètes qui ont contribué à répondre aux défis posés par la Covid-19 dans les domaines de la transparence, de l'accès à une information fiable et de l'open data (1 000 vues) 3ème séminaire régional PAGOF, Ouagadougou 2022 (17 pays d'Afrique francophone, plus de 150 participants) - Interventions dans des conférences internationales sur le gouvernement ouvert : 1 session à la Conférence Internationale Maroc-OCDE : Gouvernement ouvert et accès à l'information mars 2019 3 sessions dans les 3 Sommets mondiaux du PGO : Tbilissi 2018, Ottawa 2019, Séoul 2021 - Organisation d'1 conférence « Les Rendez-Vous de l'Expertise » à Expertise France : « Le gouvernement ouvert : vers une participation des citoyens à l'action publique ? » mai 2019 - Organisation d'une session spéciale PAGOF 2 en marge de la rencontre régionale de l'OGP au niveau de l'Afrique et Moyen Orient organisé en Novembre 2022 (60 personnes) 1 session à la conférence " réforme des fonctions publiques, un accélérateur de l'atteinte des ODD" , AFD, Paris - 2022 - Échanges entre pairs : - Tunisie au Burkina Faso (Formations Principes PGO et organisation des consultations publiques) - Tunisie au Sénégal (Atelier sur l'appui pour l'élaboration du Plan d'Action National et la coordination et organisation du Comité Technique) - Maroc au Burkina Faso (Visite sur le système d'enregistrement des plaintes) - France en Tunisie (Open data dans le transport et institutionnalisation de l'open data)
R1.2 - Outils de visibilité, de communication et de capitalisation sur le gouvernement ouvert	3 guides « Gouvernement ouvert : Guide des bonnes pratiques et expériences réussies en Afrique francophone » (Éditions 2018, 2019 et 2022) 3 vidéos pédagogiques pour expliquer les principes du gouvernement ouvert 14 vidéos d'interview d'acteurs du PGO 3 vidéos de capitalisation pour illustrer l'action du PAGOF via une action-phare t dans chacun des trois pays du projet : - Tunisie : la transparence de l'action publique par l'accès à l'information et l'ouverture des données - Côte d'Ivoire : La promotion de la redevabilité et l'intégrité de l'action publique et des agents/élus publics - Burkina Faso : La promotion de la participation des citoyens dans l'élaboration et le suivi des politiques publiques 1 site internet de capitalisation retraçant les activités du PAGOF et les outils : www.pagof.fr - Outils de communication : flyer, plaquettes PAGOF, Goodies (carnets, sacs, stylos, etc...), communication via FB, twitter, site EF et CFI
R1.3 - Soutien aux OSC dans la réalisation de projets de gouvernement ouvert	10 projets subventionnés pour appuyer les OSC à répondre au mieux à la pandémie dans les domaines de la transparence, l'accès à l'information et l'open data (50 000 €) : Bénin, Burkina Faso, Madagascar x 2, Cameroun x 3, Guinée, Niger, Sénégal 5 projets subventionnés pour la création d'une dynamique PGO et l'atteinte des critères d'éligibilité au PGO (50 000 €) : Niger, Guinée, Bénin, Togo, Madagascar 5 projets subventionnés sur le gouvernement ouvert et l'inclusion des femmes et du genre (50 000 €) : Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Cameroun, Madagascar, Tunisie

3. Ligne de temps du projet

PAGOF 1

	2017	2018	2019	2020
Activités et réalisations clés	- Annonce du projet lors du Sommet mondial du PGO à Paris : engagement d'accompagner les pays francophones - Développement et contractualisation du projet (3,5 M, AFD + 1,5M de la BM) - Atelier de cadrage/logique d'intervention dans chaque pays	- Activités de sensibilisation/communication autour des principes de l'OGP (production de guide, ateliers dans chaque pays, production de vidéos) - Novembre : 1^{er} séminaire régional (Tunisie) : 150-200 participants	- Novembre : 2nd séminaire régional (RCI) - Production et diffusion du guide de bonnes pratiques n°1 suite au séminaire régional	- Production et diffusion du guide de bonnes pratiques n°2 suite au séminaire régional - Avril 2020 : Appel à propositions pour les OSC (focus transparence, accès à une information fiable, participation citoyenne, lutte contre les fake news), en relation avec la pandémie – financement de 10 associations - Décembre : 3^{ème} séminaire régional (en ligne)
	Négociation + contractualisation avec les partenaires (protocoles d'entente) sur les 3 pays ciblés : RCI, Burkina, Tunisie	- Mai à Septembre 2018 : formation de data journalistes (appui CFI) - Appui au 1^{er} PAN du Burkina Faso (2017-2019) - Appui au 2^{ème} PAN de la RCI (2017-2019) - Appui à la cocréation et communication sur le 3^{ème} PAN de la Tunisie	- Production de vidéos de présentation des principes de gouvernement ouvert (104 vidéos, en plusieurs langues : français, arabe, mooré, ffuld, bété, et dioula) - Octobre 2019 : visites d'échange entre pairs : Burkina-Maroc au Maroc (focus portail de gestion des plaintes des usagers de l'administration publique) - Appui au 3^{ème} PAN de la Tunisie (2018-2020) - Appui au 3^{ème} PAN de la RCI (2019-2021) - Rencontre de Pairs : Ecosystème tunisien et français sur les données ouvertes dans le transport (visite d'étude à Paris, et Lille)	- Renforcement de capacités des membres des Comités de suivi et/ou plateforme nationale dans chaque pays : suivi des engagements, rapports IRM (independent reporting mechanism), open data, participation citoyenne (2020-2022) - Appui au 2^{ème} PAN du Burkina Faso (2019-2021) - Deux Comités de suivi pays/an + COPIL régional/an
Evènements internes	Co-chefferie de projet EF/CFI à Paris	Recrutement des coordinateurs Burkina + RCI	Recrutement de la Coordinatrice en Tunisie	
Evènements externes	Sommet mondial PGO (Géorgie)		Sommet mondial PGO (Canada) : participation des acteurs régionaux	Mars : crise COVID

PAGOF 1		PAGOF 2	
2021		2022	2023
Activités et réalisations clés	- Début 2021 : Lancement d'un appel à projets pour les OSC : - Lot 1 : appui aux initiatives sur adhésion des pays non-membres (actions de plaidoyer des OSC pour que leurs gouvernements s'engagent) - Lot 2 : gouvernement inclusif : appui à des initiatives qui augmente le rôle des femmes - Financement de 10 projets dans la région	- Mai 2022 : Séminaire de clôture du PAGOF 1 et lancement du PAGOF 2 (Ouagadougou) - Mai : 3^{ème} séminaire régional (Burkina) - Production et diffusion du guide de bonnes pratiques n°3 suite au séminaire régional	- Juillet : 4^{ème} séminaire régional (RCI) - Production et diffusion du guide de bonnes pratiques n°1 suite au séminaire régional
	- Visites d'échange entre pairs : Tunisie-Sénégal en ligne (focus mise en œuvre PAN et accès à l'information) - Appui 4^{ème} PAN de la Tunisie 2021-2023 renforcer les compétences des nouveaux membres du Comité de Pilotage PGO et matière de pilotage de projet dans le cadre du PGO - Appui 3^{ème} PAN de la Côte d'Ivoire - Appui à la co-crédation du 1^{er} PAN du Sénégal (2021-2023)	- Appui au 3^{ème} PAN du Burkina Faso (2021-2023) - Appui au 4^{ème} PAN de la Tunisie (2020-2022) - Appui au 4^{ème} PAN de la RCI (2022-2024) - Appui à la mise en œuvre du 2^{ème} PAN du Maroc (2021-2023)	- Juin 2023 : visites d'échange entre pairs : Maroc-Sénégal-RCI au Maroc (focus gouvernement local) - Appui à l'élaboration du 5^{ème} PAN de la Tunisie (2023-2024) - Appui à la co-construction 2nd AN du Sénégal (2024-2026) - Appui à la co-construction du 3^{ème} PAN de Maroc (2024-2026)
Evènements internes		Recrutement des coordinateurs/trices pays : Maroc, Sénégal, RCI + chargé de com/réseaux OSC en RCI	
Evènements externes	- Sommet mondial PGO (Corée) - Crise sécuritaire Burkina : report du 3^{ème} séminaire régional	- Blocages institutionnels en Tunisie (retards de signature des protocoles d'entente) - Novembre : Sommet régional MENA + Afrique PGO (Maroc) - Crise politique au Burkina Faso : Arrêt des activités Burkina + reventilation des fonds sur autres pays de la sous-région (pays proches de l'éligibilité = Bénin)	Mars 2023 : Dissolution des conseils municipaux en Tunisie = frein au déploiement du projet au niveau local Sommet mondial PGO (Estonie) Crise politique au Niger : arrêt du soutien aux OSC appuyés (50.000€), redirigé sur d'autres activités

4. Analyse des partenariats



Partenaires bénéficiaires



Rôle dans le projet

- Préside le Comité technique OGP-CI
- Co-élaboration du PAN (plan d'action national)
- Mobilisation des participants aux activités

- Impliqué dans la PSCI-PGO (plateforme de 17 ONG impliquées sur le sujet)
- Co-élaboration du PAN (plan d'action national)
- Mobilisation des participants aux activités

- Impliqué dans le Comité technique de suivi-évaluation du PGO
- Co-élaboration du PAN (plan d'action national)
- Mobilisation des participants aux activités

- Impliqué dans le Comité technique de suivi-évaluation du PGO
- Co-élaboration du PAN (plan d'action national)
- Bonne appropriation du rôle de relais vis-à-vis des autres OSC

Ce qui a bien marché

- Bonnes interactions, réactivité
- Bon portage institutionnel de la part du Ministère, engagement à haut niveau
- Appropriation du processus de l'OGP

- Plateforme de la SC désormais formalisée en tant qu'association
- Structuration en groupes thématiques correspondant aux 4 piliers de l'OGP (un des seuls pays à l'avoir initiée)

- Bonne communication avec l'équipe projet
- Existence de plans d'action
- Bonne appropriation et portage des engagements

- Bonne communication avec l'équipe projet
- Bonne implication et compréhension de leur rôle au sein du processus
- Appropriation et portage des engagements contenus dans les plans d'action

Ce qui a posé problème

R.A.S

- Intérêt/motivation pour s'impliquer sur le PAGOF en l'absence de moyens dédiés à la coordination
- Manque de visibilité et de documentation sur les actions menées par les OSC en lien avec le PAGOF
- Pas de RH pour animer le site internet de la PSCI-PGO

- Délais importants dans les retours
- Attentes en matière d'indemnisation

- Difficulté à mobiliser les parties prenantes pour les activités
- Jouent parfois un second r/le par rapport à l'administration
- Manque d'implication de certaines OSC pertinentes au sein du Collectif (ex: association de lutte contre la corruption, etc.)

Partenaires bénéficiaires

Tunisie (AP)
Unité de
l'Administration
Electronique
(Présidence du
Gouvernement)

Tunisie (OSC)
Association
Tunisienne des
Contrôleurs
Publics

Sénégal (AP)
Ministère de la
Justice -
Direction de la
Promotion de la
Bonne
Gouvernance

Sénégal
(OSC)
Article 19

**Rôle dans
le projet**

- Préside le Comité de pilotage technique, de mise en œuvre et de suivi de l'OGP en Tunisie (= COPIL)
- Co-élaboration du PAN (plan d'action national)
- Mobilisation des participants aux activités

- Participe au Comité de pilotage technique, de mise en œuvre et de suivi de l'OGP en Tunisie (= COPIL)
- Co-élaboration du PAN (plan d'action national)
- Mobilisation des participants OSC aux activités
- Participation à la mise en œuvre des activités

- Co-préside le Comité de pilotage technique, de mise en œuvre et de suivi de l'OGP au Sénégal (= COPIL)
- Co-élaboration du PAN (plan d'action national)
- Mobilisation des participants aux activités

- Co-préside le Comité de pilotage technique, de mise en œuvre et de suivi de l'OGP au Sénégal (= COPIL)
- Co-élaboration du PAN (plan d'action national)
- Mobilisation des participants aux activités

**Ce qui a
bien
marché**

- Interlocuteur unique avec l'OGP et avec le projet
- Bonne coordination avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF)
- Rapidité, réactivité dans les relectures
- Bonne capacité de mobilisation
- Ouverture au travail avec la société civile

- Les OSC sont elles-mêmes porteuses de certains engagements du PAN
- Réactivité du point focal dans la validation des documents
- Bonne implication dans l'élaboration et de suivi des activités

Bonne collaboration entre les point focaux (AP/OSC) et le Coordinateur

- Dynamisme, disponibilité et implication du coordinateur
- Réactivité et technicité des inputs fournis

**Ce qui a
posé
problème**

- Changements de responsable au sein de l'Unité de l'Administration Electronique = enjeux de continuité / implication / leadership de la part du nouveau responsable
- Focalisation excessive sur le développement des PAN vs mise en œuvre et suivi des engagements

- Manque de réactivité de l'ancien point focal (mais désormais réglé)

- Officialisation du Comité National par arrêté ou décret
- Régularité de rencontres statutaires
- Appropriation du PAA par les partenaires

- Difficultés à fédérer les OSC de l'écosystème OGP au-delà des OSC déjà membres du Comité national (manque de soutien pour une feuille de route partagée, dialogue compliqué avec les autres OSC)

Partenaires bénéficiaires

Maroc (Central)
Ministère de la
transition
numérique et de
la réforme de
l'administration

Tunisie (OSC)
Association
Tunisienne
des
Contrôleurs
Publics

**Rôle dans
le projet**

- Préside le Comité de pilotage technique, de mise en œuvre et de suivi de l'OGP au Maroc (= COPIL)
- Co-élaboration du PAN (plan d'action national)
- Mobilisation des participants aux activités

- Participent au Comité de pilotage technique, de mise en œuvre et de suivi de l'OGP au Maroc (= COPIL)
- Co-élaboration du PAN (plan d'action national)
- Mobilisation des participants aux activités se déroulant localement

**Ce qui a
bien
marché**

- Bonne maîtrise et technicité sur les sujets OGP au niveau central
- Engagements ambitieux sur l'agenda OGP
- Soutien important de la part d'autres partenaires techniques et financiers

- Bonne maîtrise et technicité sur les sujets OGP au niveau local
- Engagements ambitieux sur l'agenda OGP (réseau des collectivités marocaines du gouvernement ouvert)

**Ce qui a
posé
problème**

- Pas d'interlocuteur de la société civile au niveau central (volonté politique = interactions seulement permises avec le Ministère)

- Difficultés politiques avec le Ministère (répercussions des tensions diplomatiques France-Maroc)

Partenaires bénéficiaires

CFI (Canal
France
International)

OGP Open
Government
Partnership
(Afrique/
Moyen-Orient)

AFD (Paris +
Directions
Pays)

**Rôle dans
le projet**

- Etaient co-lead sur PAGOF 1, désormais recentré sur leur cœur de métier, appui aux médias
- 1 CDP basé au siège de CFI

**Ce qui a
bien
marché**

- Input technique pertinent sur les composantes média/nouvelles formes de journalisme (cœur de métier)

**Ce qui a
posé
problème**

- Difficultés de coordination opérationnelle (admin, logistique, etc) sur PAGOF 1 -> décision de recentrage sur leur cœur de métier (volet Média) dans les 3 pays historiques du projet sur PAGOF 2 (via une subvention)
- Manque de communication sur leurs activités et de consultation avec les administrations publiques dans les 3 pays concernés (RCI, BF, Tunisie) -> amélioration sur PAGOF 2

- Sur PAGOF 1, implication limitée (principalement sur Sommets Mondiaux)
- Participation au COPIL du projet + dans les Comités de suivi pays pour alignement entre le projet et les stratégies de l'OGP

- Dynamisme, engagement croissant dans le projet (notamment sur PAGOF 2, avec nouvel interlocuteur)
- Participation active dans la préparation de certaines activités clé, avec rôle d'assurance qualité pour garantir l'alignement entre le projet et les engagements de l'OGP • Implication importante dans les COPIL/comités
- Contribution accrue dans la préparation des séminaires régionaux (comité technique de préparation)
- Fluidifient la communication avec les interlocuteurs au niveau politique

- R.A.S

- Bailleur de fonds du projet
- Organisent le COPIL annuel du projet

- Facilitent la mobilisation de certains partenaires internationaux (INSP, Parlement français, etc.)
- Appui à la négociation des protocoles d'entente (Burkina Faso)

- Bureaucratie excessive en raison de dispositions contractuelles prévoyant des ANO (PAA, recrutements, etc.) ou de demandes ad-hoc
- Ingérence importante des directions pays dans la conduite du projet

5. Principales réussites et difficultés du projet

5.1. Principales réussites

Facteurs explicatifs

Pertinence et adaptation de la réponse aux contextes et aux besoins exprimés

1

- Approche en lien avec la politique et les stratégies de chacun des trois principaux pays bénéficiaires, ainsi que dans les priorités identifiées dans le cadre des PAN du PGO (renforcement de la transparence, de l'accès à l'information et de la participation citoyenne dans la gestion publique)
- Axes d'intervention correspondant à un ensemble logique et complémentaire d'appui au processus PGO, aux engagements sectoriels des pays et à une dynamique régionale « gouvernement ouvert » au sein des pays d'Afrique francophone
- Une gestion flexible et à l'écoute de l'évolution des circonstances et des besoins a permis de faire face aux changements externes (crise COVID, crises politiques, etc.)

Appui au dialogue et à la coopération entre les acteurs clé dans chaque pays

2

- Mise en place d'un « couple » OSC-autorités publiques dans chaque pays, ce qui a garanti la diversité des points de vue entre société civile et administration
- Co-construction des Plans d'activités annuels (PAA) avec l'ensemble des parties prenantes, entraînant un bon niveau d'appropriation dans chaque pays
- Procédures et méthodes d'intervention, règles co-construites et transparentes
- Travail en format Groupe avec les équipes de l'AFD dans les pays ciblés

Expertise technique adaptée et de qualité

3

- Qualité et stabilité de l'équipe PAGOF sur la durée et continuité entre les deux phases du projet
- Mix adapté d'expertise locale, d'expertise régionale et internationale + expertise publique française sur demande
- Appui technique ciblé sur la réalisation d'outils concrets (plateformes en ligne, portails, etc.) et la mise à disposition d'expertise sur des aspects très spécifiques

Travail avec les médias et la société civile pour renforcer leur rôle de « watchdog »

4

- Focus sur le travail avec les médias, en ligne avec les recommandations du PGO de privilégier les nouvelles formes de journalisme d'investigation
- Alors que ce type d'intervention n'était pas prévu dans l'offre technique initiale, dès mars 2020, un avenant a permis au projet de lancer des appels à proposition afin de financer des projets locaux sur des thématiques spécifiques.

Création d'une dynamique régionale forte

5

- Organisation de séminaires régionaux annuels et lancement d'appels à subventions
- Visites d'échange de bonnes pratiques entre des pays avec un niveau d'avancement différent
- Valorisation des expertises des pays les plus avancés (création de « champions PGO »).

5.2. Principales difficultés rencontrées

Facteurs explicatifs

Solutions trouvées

Succession de crises dans la région impactant fortement la mise en œuvre des activités

1

- Elections dans les pays ciblés : élections présidentielles en Tunisie (2019), Côte d'Ivoire (oct. 2020), Burkina Faso (nov. 2020) (= manque de disponibilité des interlocuteurs au sein de l'administration et attentisme)
- Instabilité sécuritaire et coup d'Etat du Burkina Faso
- Crise politique et institutionnelle en Tunisie (juillet 2021) = suspension ARP, dissolution des conseils municipaux, etc.)
- Pandémie COVID = confinements, interdiction des formations et réunions en présentiel, suspension de toutes les missions internationales

Gestion adaptative : reprogrammation d'événements (date, lieux), formations en ligne plutôt qu'en présentiel, réallocation de fonds pour répondre à d'autres besoins

Complexité dans la structure et la construction du projet

2

Un projet très ambitieux dans ses résultats attendus et complexe dans la diversité des contextes et des différents niveaux d'intervention, etc.
Multiplicité des parties prenantes à intégrer, effort important de coordination entre ces derniers

Phase de démarrage longue mais cruciale pour ajuster le projet et engager les acteurs clé

Manque de coordination au sein de l'administration et des OSC entraînant des retards d'activités

3

- Notification tardive des participants, impact négatif sur le taux de participation des OSC
- Manque de communication entre les organisations porteuses d'engagement et leurs points focaux PGO, compromettant l'efficacité des activités (ex : CICG et les ateliers "open data" en Côte d'Ivoire)
- Répétition des mêmes représentants d'OSC lors des ateliers, exclusion potentielle d'autres OSC non membres de la plateforme OSC-PGO
-

Travail accru de la part de l'équipe PAGOF (substitution)

Nomination d'un point focal PGO pour l'administration en RCI (bonne pratique)

Difficultés à mesurer les effets des actions et activités du PAGOF sur la mise en œuvre des engagements des PAN

4

- Multiplicité des acteurs et manque de coordination nuisent à l'évaluation de l'efficacité du PAGOF.
- Manque de continuité entre les plans nationaux entrave la pérennité des actions, impactant des domaines comme l'open data et la transparence en santé.
- Pertinence discutée de certaines actions du PAGOF, parfois focalisées sur des objectifs connexes plutôt que directement liées aux engagements du PGO.

Données de suivi extraites des évaluations indépendantes, auto-évaluations des PAN et examens des plans nationaux

6. Leçons apprises et recommandations

PRINCIPALES LEÇONS APPRISSES

1. **Une dynamique véritablement régionale** : Le projet PAGOF est parvenu à instaurer une véritable dynamique régionale contrairement à d'autres projets « multi-pays » qui se contentent de juxtaposer différentes interventions nationales. Il s'est particulièrement distingué grâce à un volet régional très apprécié par l'ensemble des parties prenantes impliquées. Les séminaires annuels et les visites d'étude ont notamment été hautement appréciés car elles ont favorisé les échanges de bonnes pratiques entre les pays nouvellement intégrés ou aspirant à rejoindre le PGO. L'évaluation finale de la phase 1 a montré qu'il existe une réelle volonté de maintenir dans la durée des réseaux d'échange, qu'ils soient régionaux ou bilatéraux, pour assurer leur continuité et donc leur durabilité.
2. **L'importance de former les médias pour promouvoir une gouvernance ouverte** : Les formations en journalisme d'investigation et en open data ont été particulièrement bien accueillies. Ces programmes de formation ont été identifiés comme des leviers de changement puissants. Ils permettent aux journalistes de mieux appréhender l'importance des données publiques ouvertes et de les exploiter de manière efficace. Cette compétence leur donne les moyens de tenir les responsables publics davantage redevables de leurs actions. En comprenant et en maîtrisant l'analyse des données ouvertes, les journalistes peuvent exercer une pression informée et construire des reportages plus éclairés, contribuant ainsi à une gouvernance plus transparente et responsable.
3. **La nécessité d'avoir un espace de dialogue** entre administration et organisations de la société civile

CE QU'IL FAUDRAIT REPRODUIRE / RÉPLIQUER

1. **Soutenir les initiatives de la société civile** : Pour renforcer l'engagement en faveur de la gouvernance ouverte, il est recommandé d'accentuer le soutien financier accordé à la société civile pour la concrétisation de projets ou de micro-projets alignés sur les engagements établis. Cette initiative devrait s'accompagner d'une extension des appels à participation à un plus grand nombre d'organisations. Par ailleurs, pour maximiser l'impact et la qualité des projets retenus, l'adoption d'un mécanisme d'appels restreints, associé à un accompagnement méthodologique, serait bénéfique. Cette approche permettrait de promouvoir l'innovation, d'encourager la diversité des initiatives et d'assurer une meilleure mise en œuvre des engagements en matière de gouvernance ouverte.
2. **Poursuivre la coordination étroite avec le PGO** : La coordination du PAGOF avec le PGO s'est construite progressivement suite à la nomination d'un coordinateur francophone au sein de la Support Unit PGO, permettant l'établissement de ponts entre les deux, et une collaboration plus efficace. Une coopération plus directe et régulière avec le secrétariat du PGO permettrait d'influencer l'agenda global et de développer des synergies avec d'autres initiatives similaires soutenues par d'autres bailleurs de fonds.

CE QU'IL FAUDRAIT CHANGER / ÉVITER

1. **Travailler davantage à l'échelon local** : Il est préconisé de se concentrer davantage sur les collectivités locales (territoriales et municipales) pour aborder la participation citoyenne, la transparence administrative et l'amélioration des services publics. Cette approche est recommandée par différents acteurs (société civile, administration, partenaires techniques et financiers) en raison du décalage potentiel entre les principes du PGO et la réalité des communautés locales. Travailler directement avec ces collectivités, comme observé au Maroc, permet de concrétiser ces principes en améliorant directement la vie quotidienne des habitants à travers un meilleur accès et une qualité accrue des services municipaux et de santé.
2. **Se concentrer sur un nombre réduit de thématiques dans les PAN** : Pour maximiser l'impact du projet sur la mise en œuvre du PGO dans chaque pays, l'accent devrait être mis sur une ou deux thématiques prioritaires par pays, en adéquation avec les principes du PGO et les orientations stratégiques des PAN. Cette approche plus flexible, avec une périodicité étendue indépendante des cycles de deux ans des PAN, offrirait une meilleure adaptabilité aux engagements parfois imprécis ou moins impactants du PGO, conformément aux critères d'évaluation.